

Représentations du français à travers des rencontres postcoloniales⁽¹⁾

NISHIYAMA Noriyuki

Résumé

Ce présent texte consiste à revenir sur l'expérience personnelle d'un Japonais qui a appris le français pour se faire ensuite professeur de la langue. J'ai rencontré au cours de la formation des Africains francophones, d'abord un Rwandais et ensuite un Guinéen, qui ont marqué l'identité professionnelle du professeur ; je m'étais intéressé au début de l'apprentissage à la littérature française, haute culture par excellence, avant de découvrir la diversité du monde francophone. La représentation du français chez les Africains francophones se s'identifie pas avec celle des Japonais qui n'ont jamais connu l'expérience de la domination coloniale avec la langue de Molière.

L'article dégagera de ces rencontres un itinéraire postcoloniale de l'enseignement / apprentissage du français.

Mots-clés

Politique linguistique extérieure, enseignement du français, Afrique, postcolonial, représentation

1. De la littérature française au français contemporain usuel

J'ai commencé à apprendre le français pour étudier la littérature française puisque je la lisais dans une version traduite en japonais, en particulier la littérature du XIX^e siècle ou du début de XX^e siècle. Dans mes représentations, la langue française était donc fortement liée à la littérature ainsi qu'à ce que j'appellerai « la culture cultivée » dans ce contexte, même si je savais que le français ne se limitait pas à l'Hexagone et qu'il existait une diversité d'œuvres au sein de la littérature d'expression francophone⁽²⁾. Néanmoins, à ce stade liminaire de mon itinéraire, j'étais moins sensible aux valeurs et complexités des littératures francophones hors France de sorte que, dans mon esprit, le français devait être représenté par la civilisation française. Lorsque je suis parti pour la première fois en France en 1988, fort de cette représentation iconique du français en tant que forme de civilisation par excellence, la découverte de la société française contemporaine m'a confronté à une langue visiblement différente de celle dépeinte par la littérature française du XIX^e siècle ou du début de XX^e siècle. La société française que j'avais jusque-là fréquentée à travers la lecture de

textes classiques mettait en scène un monde littéraire et avec lui, un français littéraire qui ne correspondait en rien à l'outil de communication que j'observais dans la vie quotidienne en France vers la fin des années 1980s.

Cette expérience n'a rien de particulier pour ceux qui apprennent la langue de Molière pour des intérêts purement livresques en dehors d'une utilité fonctionnelle de la langue.

Il demeure que l'expérience de ce décalage entre le français littéraire et le français usuel a été un choc aussi bien linguistique que culturel pour moi. Avec le recul, cela m'apparaît tout à fait ordinaire pour les apprenants du français, qui au bout d'un certain moment de séjour n'ont plus d'aspiration vers un pays cible. Il s'agit de la période en lune de miel, où l'on ne voit que les aspects positifs de la société faisant l'objet d'apprentissages. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas reconnaître ce qui pourrait effriter nos représentations idéalisées. Pourtant, après cette période euphorique vient une phase de rejet. Pour ma part, la prise de connaissance du passé colonial français (cf. infra) a donné lieu à un sentiment désastreux car tout ce que j'apprenais sur l'histoire de la diffusion du français semblait négatif. Je m'étais même demandé si le français n'était pas un objet à renier en bloc.

Cela étant, une troisième période s'est présentée avec le droit de relativiser et l'acceptation de l'autre (société, culture, langue) dans sa complexité. Le point de vue qui se construit alors intègre à la fois les aspects positifs et négatifs de l'autre. Mes représentations de la France, des Français et de la langue française renvoient à ces différentes temporalités avec le passage d'une expérience euphorique à l'acceptation de l'autre en éprouvant la période sombre du choc culturel. Ces étapes sont sans doute banales pour tous ceux qui font l'expérience d'aller vers une culture autre que la sienne.

Je voudrais à présent évoquer l'itinéraire d'un Rwandais, rescapé du génocide de 1994, et de l'effet de cette rencontre sur mes représentations du français.

2. Le français à l'épreuve de la rencontre avec un rescapé rwandais

J'ai effectué un deuxième séjour d'études en France de 1994 à 1995 afin de participer au stage long du Centre de Recherche et d'Étude pour la Diffusion du Français (CREDIF), institut de recherche attaché à l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud. Cette institution a été créée en 1959 dans le cadre de la politique linguistique extérieure de la France en visant principalement une meilleure diffusion du français fondamental.

J'ai participé à un stage long de formation destinée aux formateurs de formateurs. Il rassemblait des stagiaires du monde entier. Une grande partie des stagiaires provenait surtout d'anciennes colonies en Afrique ou de pays d'Europe ayant appartenu au bloc de l'Est. J'étais un des rares originaire d'un pays communément décrit comme étant « industrialisé ».

Le CREDIF avait comme vocation première d'élaborer des outils pédagogiques en vue

de la diffusion du français fondamental, en conformité de la politique linguistique extérieure (Porcher 1987). J'ignorais complètement cet aspect politique de l'enseignement-apprentissage du français. Tous les stagiaires ont bénéficié d'une bourse du gouvernement français pour ainsi élaborer un projet de coopération éducative en faveur de la promotion du français dans leurs pays respectifs. Chargé du cours de français dans des universités à Tokyo, j'étais moins concerné par les missions des boursiers encadrés par le ministère français des affaires étrangères. Les autres collègues devaient mener à bien des projets éducatifs hors contexte universitaires et faisant partie du programme de priorité attribué aux pays participants. Au bout de quelques mois, je me suis rendu compte du caractère « diffusion du français » dans ma mission relative au Japon, ce qui s'était notamment concrétisé par l'organisation du congrès mondial de la Fédération Internationale des Professeurs de Français (FIPF) prévu à Tokyo en 1996. Le comité d'organisation, constitué par les professeurs japonais de français, avait besoin de spécialistes en matière du français langue étrangère. Ma participation au stage annuel du CREDIF était bel et bien encadrée par ce projet de la politique linguistique extérieure. Si j'étais naïf quant à la volonté politique derrière l'octroi de la bourse du gouvernement, c'est qu'au Japon, l'attribution de telles bourses est le plus souvent marqueur de brillance des lauréats sans contrepartie politique ou retombée politico-linguistique.

Parmi les stagiaires avec lesquels j'ai passé deux semestres dans la même résidence universitaire, il y avait un Rwandais, rescapé du génocide de 1994. L'occasion m'est donné à travers ce texte de partager un moment fort, provoqué par cette rencontre, dans la (dé)construction de mes représentations du français. Le génocide des Tutsi au Rwanda, pays situé en Afrique de l'Est, a décimé le pays au point de perdre au moins un dixième de sa population. Je le savais par le biais des informations diffusées au Japon. L'envergure de cet événement tragique m'était familière sans pour autant que j'ai approfondi mon analyse de la situation. Les informations traitaient surtout de la tuerie entre les ethnies expliquant, par exemple, que la communauté en position majoritaire cherchait à massacrer celle en minorité dans le but de mieux contrôler la gouvernance du pays. Mon collègue rwandais, responsable du curricula dans l'enseignement primaire au sein de l'éducation nationale du Rwanda, avait réussi à évader de la capitale juste au moment où le génocide débutait. C'était un acte de survie. En effet, son père était membre de la communauté Hutu tandis que sa mère était Tutsi, ce un couple mixte sur le plan ethnique n'avait rien d'exceptionnelle dans l'histoire de la société rwandaise. Pourtant, le plan de génocide a fait de sa famille une cible du massacre. Après son départ du pays grâce à l'aide de l'armée française, le stagiaire rwandais a pu gagner sa vie en France en bénéficiant ensuite de la bourse de formation au CREDIF.

Mon collègue rwandais, Pascal, a commencé à parler de son pays et de sa famille quelques mois après son arrivée, lorsqu'il avait enfin reçu confirmation que sa famille était

encore en vie. Il m'a confié les conditions de son existence au Rwanda, le regard qu'il portait sur le génocide ainsi que les valeurs du français chez lui. Ancienne colonie allemande de 1889 à 1918, le Rwanda a ensuite été intégré dans le mandat belge après la Première Guerre Mondiale jusqu'en 1962, année de l'indépendance du pays. Le kinyarwanda, langue nationale du pays, est parlé par la quasi-totalité de la population, alors que le français n'est pratiqué que par environ 6 % des Rwandais en 2018 (Organisation Internationale de la Francophonie 2019). Depuis la colonisation belge, le français était une langue officielle de facto imposée comme un outil de la domination coloniale. Mon collègue avait d'ailleurs mentionné un certain rôle de la France et d'une intervention militaire en faveur du génocide. Aux yeux du militant de la francophonie comme le Président François Mitterrand à l'époque, le Rwanda se situe aux confins de la zone francophone par rapport à la zone anglophone ; à l'est se trouvent des pays anglophones comme le Kenya, à l'ouest des pays francophones comme la République démocratique du Congo. Le soutien du Rwanda en tant que pays francophone constitue un enjeu stratégique pour la France qui souhaite sauvegarder son pré-carré traditionnel en Afrique de l'Ouest.

La découverte de cette expérience postcoloniale telle que vécue par un collègue au CREDIF a eu raison de mes représentations idéales du français et de ce qu'il symbolisait. Qu'en est-il de la « haute culture » ? S'agit-il tout simplement d'un outil à rejeter à jamais après le génocide ? À ce propos, l'ancien président malgache Didier Ratsiraka (1936 ~) disait « il ne faut pas renoncer à employer les tracteurs sous prétexte qu'ils ont été introduits par les colonisateurs. »

Certes, dans la politique linguistique extérieure, le français est présenté comme un outil indispensable au développement des pays de l'ancien empire colonial. Il n'est pas évident d'établir le système éducatif moderne sans la langue standardisée comme le français en faveur de développement du pays alors que le français garde encore la sueur atroce dans le mémoire.

J'ai ainsi pu comprendre en quoi les relations diplomatiques entre le Rwanda et la France après le génocide était au point mort. La France accusait Paul Kagame, l'homme fort du Rwanda, de son implication dans le génocide alors que le gouvernement du pays aux mille collines pointait, de son côté, le soutien explicite de la France dans la formation des milices rwandais contre le régime, etc. Incidence plus ou moins direct, le gouvernement rwandais a ensuite déterminé que l'anglais avait désormais le statut de langue officielle en 2003. Les relations diplomatiques avec la France ont été rompues en 2006 et en 2010, l'anglais était instauré comme langue de scolarisation. Le Rwanda fait partie intégrante du cercle de Commonwealth. Actuellement, le français a perdu tous les bénéfices pour se faire une langue étrangère au sens propre du terme, même s'il y a environ 11 % de population francophone

(Organisation Internationale de la Francophonie 2019).

Sans la rencontre avec Pascal, rescapé du génocide, une réflexion rétrospective et critique autour du français au Rwanda ne m'aurait pas été possible. Je n'aurais pas pu voir le versant sombre de la langue française qui ne cesse d'attirer de nouveaux apprenants au Japon. Du fait que le pays du soleil levant n'ait jamais vécu la domination coloniale via le français, cette langue y demeure généralement iconique du génie de la civilisation et de valeurs démocratiques. Que mon collègue a dû vivre la contradiction en matière de valeurs utilitaires du français au bénéfice du développement du pays alors que la langue de Molière garde encore la sueur atroce dans le mémoire.

La rencontre avec ce Rwandais s'est prolongée au-delà du stage long au CREDIF. J'ai effectivement eu la chance de revenir en France l'année suivante (1996) et j'ai revu mon ami dans le journal télévisuel consacrée au génocide. C'était à bord du vol de Paris à Tokyo. Une commission spéciale avait déposé une enquête à l'Assemblée nationale pour déterminer l'implication ou non du gouvernement français dans le génocide au Rwanda. La voix des Rwandais contribuaient à diversifier les points de vue dans le reportage et mon collègue avait été interviewé en qualité de professeur au Centre culturel franco-rwandais. Rien de plus émouvant de voir ce collègue rwandais qui travaillait alors pour le compte de la politique linguistique du gouvernement français. Sachant que ses collègues au ministère de l'éducation nationale au Rwanda avaient été tués, il était obligé de chercher refuge et travail dans le réseau culturel français dont la vocation était le rayonnement du français et de la France dans le monde. La question de survie nous met parfois devant des dilemmes douloureux et contradictoires tel qu'a dû le subir mon collègue, victime collatérale de la guerre et d'entreprises diplomatiques.

Quelques temps après, j'ai reçu un appel urgent de sa part. Il venait d'échapper aux milices rwandais et s'était exilé au Kenya, errant presque comme un sans-abri. Je me demande encore aujourd'hui si, compte tenu de la détérioration des relations diplomatiques entre la France et le Rwanda, sa vie d'exilé ne résulte pas de son engagement professionnel au sein du réseau culturel français. La fuite a duré longtemps pour lui. Il a ensuite dû partir pour le Zimbabwe, où se trouvait une importante communauté de Rwandais à l'époque. Son dernier signe de vie m'est parvenu de la Tanzanie alors qu'il avait trouvé un poste de professeur de français à l'Alliance française de Dar-es-Salam. Depuis, lors je n'ai plus de nouvelles, mais cette rencontre continue à susciter nombre de questionnements chez moi.

La rencontre avec le Rwandais a enrichi ma propre expérience et compréhension du français dans la mesure où la langue a bouleversé l'existence non seulement d'un individu mais de toute une communauté. Au-delà de la langue, véhicule d'une « culture cultivée », j'ai pu voir le poids qu'une langue pouvait avoir dans le sillage d'une politique effective et de ce

fait, dans celui d'une trajectoire de vie.

3. Le français vu du terrain guinéen

Je tiens à évoquer ensuite les représentations de la France et du français à travers l'expérience d'un Guinéen. J'ai eu la chance de faire la connaissance d'un jeune Guinéen, Moustapha, lorsqu'il était venu travailler au Japon en 1990. Il m'a invité à venir dans son pays natal après mon stage à Paris en 1995.

La Guinée, ancienne colonie française depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1958, a vécu un moment douloureux lors de son accession à l'indépendance. Après la Deuxième Guerre Mondiale, des mouvements nationalistes ont marqué plusieurs pays dont celui qui a provoqué la guerre d'Algérie ou la révolution algérienne. Sous la présidence de Charles de Gaulle (1890-1970), ces mouvements ont donné lieu à un référendum en 1958 portant sur la création d'une communauté franco-africaine ou à l'accession à l'indépendance. La majorité des colonies avait accepté d'appartenir à la Communauté sauf la Guinée, alors dirigée par Ahmed Sékou Touré (1922-84), premier président de la Guinée. Cette dernière avait choisi l'indépendance en déclarant « Il n'y a pas de dignité sans liberté : nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage. » La réaction du Président français avait été virulente selon Moustapha qui décrivait que rien n'avait été laissé dans la capitale guinéenne, toutes les infrastructures mises en place au cours de la colonisation avaient été détruites. Le Président français disait ne jamais pardonner la Guinée. Les mesures de représailles destructives avaient fortement marqué l'esprit de la population alors que la métropole française semble épargnée des récits des victimes en Guinée. Cet événement historique ne semblait pas en être un dans l'histoire de la civilisation française. Au cours de mon séjour en Guinée, mes amis guinéens ne cessaient de m'évoquer cette expérience historique comme s'il s'agissait d'un événement parvenu la veille et cela en langue française.

Le français jouit du statut de langue officielle en Guinée, à côté de six langues locales. Originaire de Malinké, Moustapha parlait le malinké avec ses amis, qui maîtrisaient aussi la langue de Molière. Selon les statistiques de 2018, près de 25 % de la population guinéenne maîtrise le français avec une sous-représentation des personnes âgées ou des habitants en milieu rural (Organisation Internationale de la Francophonie 2019). Rien de plus gênant pour moi d'entendre la facette sombre de la République française qui avait dominé la Guinée pendant plus de 60 ans pour ensuite détruire ses propres contributions matérielles à l'industrialisation du pays. C'était comme si l'on me reprochait d'être le représentant de la politique nationale française voire des crimes commis en son nom bien que, de toute évidence, mes amis guinéens n'avaient pas l'intention d'accuser un professeur japonais de français de soutenir l'atrocité de la colonisation française. Sur le plan moral, le fait que

je travaillais pour la promotion du français au Japon ne me rendait pas responsable de la politique menée en Guinée. Néanmoins, le sentiment douloureux éprouvé collectivement par les Guinéens face à l'œuvre de la colonisation française s'imposait d'autant plus que j'ignorais la réalité de l'histoire des dominés. La France évoquée par les Guinéens était presque à l'antipode de celle que j'avais apprise et affectionnée des années durant au Japon. Dans mes représentations dominait l'image de la mère patrie de la démocratie et des droits de l'homme. Comment se fait-il qu'un pays qui prétend éclairer les nations au moyen de la civilisation, entre autres incarnée par sa langue nationale, pouvait détruire une société dite « en voie de développement » et détruire les mêmes matériaux qui auraient permis son développement industriel après son accession à l'indépendance ?

Au cours de mes études de la langue et de la littérature française, je n'avais jamais eu accès aux côtés sombres de la République. En Guinée, j'étais obligé de me confronter quotidiennement à ce passé atroce de la France et, ironiquement, cela s'est fait au moyen de la langue française. Je n'avais effectivement pas d'autres langues à ma portée pour discuter avec les Guinéens. J'étais presque dans « le monolinguisme de l'autre », aux dires de Derrida, qui ne maîtrisait que le français, langue de l'autre tout en étant juif en Algérie (Derrida 1996).

L'histoire du français en Guinée était sans complexifiée par le retrait, après la rupture diplomatique, du français comme langue de scolarisation et des efforts pour valoriser davantage les langues nationales, jusque-là minorisées dans la vie publique. Ce projet éducatif promouvant les langues locales avait du mal à (re)gagner du terrain. Les raisons étaient souvent attribuées à la non-standardisation des langues nationales. Le français a regagné, quelques années après, le statut de langue de scolarisation et ce, malgré son association inévitable à la domination coloniale. D'ailleurs, le mouvement vers l'indépendance a dû être mené non pas en langues locales mais en français, soit celle importée et imposée par les colonisateurs. La langue de Sékou Touré, le malinké, n'était pas comprise par toute la population d'où les difficultés estimées dans la communication à visée nationale. Ironiquement, la Guinée n'était pas le seul pays contraint à faire appel au français pour mener à bien une politique en faveur de l'indépendance.

L'écrivain algérien Kateb Yacine (1929-89) qualifiait ce français de butin de guerre en témoignant (Mediène 2006) :

« La francophonie est une machine politique néocoloniale, qui ne fait que perpétuer notre aliénation, mais l'usage de la langue française ne signifie pas qu'on soit l'agent d'une puissance étrangère, et j'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas français. » (propos recueilli en 1966)

Je pense que le français est « un butin de guerre » pour les Guinéens comme les Algériens.

4. Éthique de l'enseignement et de la promotion du français

L'expérience des Rwandais et des Guinéens, marquée par le versement de sang précieux dans leur histoire en rapport avec la langue française, soulève des questions éthiques dans l'enseignement et la diffusion du français. Jusqu'aux rencontres présentées ici, je n'avais jamais eu l'occasion de réfléchir à cela dans le contexte du Japon puisque la langue française y était uniquement enseignée sous un angle universitaire et littéraire, sans aucune évocation des violentes réalités de politiques (post)coloniales. En effet, l'enseignement du français au Japon n'est généralement pas relié à des incidents politiques. La distance géographique, sociale et historique situent certainement le Japon dans un espace éloigné des intérêts immédiats de la France. Je me demande pourtant si et pourquoi ce sombre héritage (post)colonial du français était hors de ma portée. En effet, l'éloignement entre la France et le Japon n'empêchait pas de savoir qu'en dehors des frontières japonaises, la langue française avait aussi servi à l'oppression des droits de l'homme au moyen, entre autres, de politiques de dominations coloniales ou postcoloniales. Je ne m'estime pas responsable du passé du français mais en tant que l'acteur de l'enseignement et de la diffusion du français, je peux difficilement négliger mon appartenance symbolique à la communauté francophone au passé colonial. Je situe davantage la responsabilité au niveau de la gouvernance française, dépositaire de la politique étrangère et des conditions de diffusion du français. Certes, je participe à cette diffusion mais hors contexte (post)colonial et surtout, l'exercice de mon travail au Japon n'est pas tributaire d'une adhésion complète aux choix propres au passé de la France. La question consiste plutôt à savoir ce que je fais de ce passé dans mes interventions didactiques.

Pour un certain nombre de pays ayant adopté le français comme langue officielle après la période coloniale, il demeure souvent la principale langue associée à la technologie et aux sciences. Conséquemment, il est vu comme étant indispensable tant pour le développement industriel de la société que pour afficher son appartenance à une certaine modernité. Il arrive que le français fait partie intégrale de la coopération internationale.

Si l'histoire des langues vivantes apprises et enseignées au sein de systèmes éducatifs n'est pas uniquement pleine de gloires, il arrive que l'obtention du statut de langue officielle ou langue d'enseignement se soit faite au prix de manœuvres violentes et sanguines. La diffusion massive de la langue française témoigne de manière paradoxale d'une contribution aussi positive que négative au destin de plusieurs sociétés. À force de sa diffusion massive, le français a pu bénéficier d'outils et d'aménagements linguistiques comme le standardisation, l'élaboration d'ouvrage de référence et l'établissement d'entités de gouvernance (ex.

l'Académie française).

Les professeurs de langue sont-ils nécessairement l'agent, représentant local du gouvernement français qui déploie une politique linguistique extérieure y compris lorsque celle-ci passe par l'oppression d'autres États ? Perçu comme étant en partie responsable ou pas, j'ai été confronté à une partie sombre de la politique linguistique extérieure de l'État française à travers la rencontre de collègues et d'amis provenant ou vivant dans d'anciennes colonies de sorte que cela a bouleversé mon rapport au français. Par exemple, il ne m'est plus possible d'engager l'enseignement du français de manière euphorique, c'est-à-dire en ce que la langue serve seulement à éclairer l'esprit des apprenants et à incarner la civilisation par excellence.

Un autre effet de ces récits postcoloniaux était le fait de m'intéresser au rôle et aux valeurs de la diffusion du français dans une perspective historique, en particulier lors de sa diffusion dans l'Empire colonial français de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début de XX^e siècle. La diffusion du français auprès des élèves français et des élèves dits « indigènes » dans l'Empire colonial était à la charge des instituteurs d'un côté et de missionnaires ainsi que des soldats de l'autre. Pour autant, il serait hasardeux de définir la qualité de l'adhésion des missionnaires aux politiques coloniales d'oppression ou d'assimilation. Fiers des idéaux de la République, tous ne partageaient pas toujours ces conceptions de déni vis-à-vis de la population locale. Un exemple emblématique est la mise en place de l'enseignement du français dans le protectorat français en Tunisie à la fin du XIX^e siècle, où le directeur français de l'Instruction publique, Louis Machuel, avait essayé de promouvoir la culture éducative locale (Nishiyama 2007). Dans les faits, l'objectif restait une meilleure diffusion du français. Le respect prétendu de la culture locale était en effet encadré par une politique linguistique coloniale visant à pérenniser la colonisation. S'agit-il des mesures paradoxales si la valorisation de la culture locale est envisagée pour renforcer la domination coloniale ?

Pour en revenir au statut du français chez les Japonais, la relation entre le Japon et la France est jusqu'à aujourd'hui structurée par un idéal du français, icône de la « culture cultivée ». Cette relation est dépourvue de conflits. Le français est une langue étrangère par excellence dans le sens où elle n'est pas imposée dans la vie politique et sociale au Japon. La langue française ne suscite guère de conscience linguistique critique chez les Japonais, qui se contentent de la voir de manière euphorique. Un sociolinguiste japonais qualifie cette représentation de l'Occident chez les Japonais d'« effet de mirage » en raison de manque de contact direct et massif avec les Occidentaux dans l'histoire du pays (Suzuki, 2000). Le Japon n'a pas vécu d'immigration massive vers les pays de l'Occident par exemple, ce qui a permis d'entretenir cet effet de mirage, comme un rêve.

Conclusion

Dans ce texte, j'ai essayé de mettre en perspective des représentations du français en partant de rencontres marquant mon expérience personnelle. Les récits postcoloniaux que m'ont confiés des collègues francophones nés au Rwanda et en Guinée a fait émerger une réflexion éthique. La principale conclusion que j'en retire est l'ambiguïté et l'ambivalence inhérentes au métier d'enseignant de français en ce qu'il participe forcément à la diffusion d'une langue au passé douloureux.

(Université de Kyoto)

NOTES

- (1) Ce texte est issu de la conférence donnée à l'Institut universitaire d'Enseignement du Français langue Étrangère (IEFE) de l'université Paul Valéry (Montpellier III), le 27 mars 2019, accompagné de la réponse de Elatiana Razafimandimbimananana, maîtresse de conférence à l'université de Toulouse 2 Jean Jaurès et je tiens à remercier à Elatiana d'apporter cette contribution pour témoigner la répercussion de la problématique.
- (2) J'ai étudié l'œuvre de Baudelaire au master à Tokyo et celle de Max Jacob au DEA à Montpellier.

Bibliographie

- Derrida, Jacques (1996), *Le Monolinguisme de l'autre*, Paris : Éditions Galilée, 144 p.
- Mediène, Benamar (2006), *Kateb Yacine. Le cœur entre les dents. Biographie hétérodoxe*, Paris : Robert Laffont, 343 p.
- Nishiyama, Noriyuki (2007), « Les civilisés ont-ils besoin d'apprendre la langue des indigènes ? : la politique linguistique éducative de l'arabe chez Louis Machuel dans la Tunisie sous le Protectorat français à la fin du XIX^e siècle », *Revue japonaise de didactique du français*, vol. 2, n. 2, *Études francophones*, pp. 23-42.
- Organisation Internationale de la Francophonie (2019), *La langue française dans le monde 2015-2018*, Paris : Éditions Gallimard, 365 p.
- Porcher, Louis(1987), *Champs de signes : états de la diffusion du français langue étrangère*, Paris : Didier, 87 p.
- Suzuki, Takao (2000), *Les langues comme armes, Œuvres de Suzuki Takao*, t. 4, Tokyo : Iwanami Shoten (en japonais).

D'une représentation euphorique du français à une éthique (post)coloniale

Présentation du texte de Noriyuki Nishiyama

Elatiana Razafimandimbimanana

Dans cet article aux résonances à la fois biographiques et éthiques, Noriyuki Nishiyama, professeur en didactique du français à l'Université de Kyoto et président de la Société japonaise de didactique du français, donne à voir un cheminement réflexif encore peu habituel dans la littérature scientifique⁽³⁾. Il revient effectivement sur des étapes-seuil dans la (dé)construction de ses propres représentations de la langue française. L'analyse rétrospective porte sur les rencontres qui ont structuré tant l'élaboration de son identité professionnelle que de son identification à une communauté linguistique francophone, aux valeurs à la fois prestigieuses et traumatiques. Elle nous amène ainsi à la genèse des réflexions éthiques qui fondent un engagement situé pour une diffusion du français allant désormais de pair avec l'historicisation des conditions d'effacement et d'oppression qui en sont constitutives.

C'est au Japon et ce, par le prisme de la littérature classique que l'auteur entame son itinéraire dans l'espace francophone. On comprend alors en quoi l'immersion ultérieure dans l'usage spontané et plurinormé du français en contexte hexagonal eut l'effet d'un « choc linguistique et culturel » pour lui. Ce texte montre que de tels chocs désignent moins l'opposition entre deux entités identitaires⁽⁴⁾ que la déstabilisation ressentie lorsque l'on voit s'ébranler le système de représentations qui permettait jusque-là de nous mouvoir dans le monde. Noriyuki Nishiyama part de fragments de sa biographie langagière pour identifier trois temporalités principales dans le processus de (dé)construction des représentations. La première période « euphorique » consiste à enfermer le français dans une image idyllique, dénuée de toute aspérité critique. À celle-ci se succèdent deux autres : celle davantage dystopique avec la tentation inverse de rejeter tout ce que symbolise le français en raison des côtés déshumanisants de son histoire puis, enfin, celle de la nuance distanciée où sont revendiqués « le droit de relativiser et l'acceptation de l'autre (société, culture, langue) dans sa complexité ». Selon l'auteur, la force du « mirage » initial tient aux caractéristiques esthétiques attribuées à l'entité langue-culture française ainsi qu'aux promesses exclusivement positives qui lui sont prêtées. Ce mirage se produit au filtre d'un imaginaire collectif en ce qu'historiquement au Japon, le français est représenté comme une langue iconique de la civilisation et garante de l'accès à ce qui relèverait d'une culture savante. Noriyuki Nishiyama explique comment le témoignage de récits sur les atrocités coloniales ont par la suite acté la

fin de ce mirage chez lui. En parallèle, de nouveaux questionnements s'imposent dans son parcours professionnel. Ils sont d'ordre éthique.

Noriyuki Nishiyama a notamment été formé au Centre de Recherche et d'Étude pour la Diffusion du Français (CREDIF) au titre de bénéficiaire d'une bourse de l'État français. Dès lors, être un agent de la diffusion du français est-il analogique à un devoir de mémoire voire de responsabilisation face aux pans moins dicibles de cette politique au passé colonial ? Un questionnement qui émerge à la découverte de l'expérience déchirante d'un stagiaire rescapé du génocide rwandais, sujet d'actes de survie le poussant parfois à des choix compromettant son positionnement anticolonial. Cette ambivalence dans les relations au français s'avère inévitable lorsque, quelques années plus tard, Noriyuki Nishiyama séjourne en Guinée. Il y a vu l'impossible étanchéité entre intérêts locaux d'envergure nationale (essor économique, union politique, système éducatif, etc.) et maintien du français, langue commune soit-il par défaut, par conviction pragmatique⁽⁵⁾ ou encore par stratégie politique. Le cas de la Guinée en est symptomatique car en dépit des violences perpétuées par l'État français pendant et après sa domination coloniale, la langue française a finalement été rétablie au rang d'unique langue officielle du pays. Si les dynamiques guinéennes ne sont pas généralisables, elles reflètent néanmoins des contradictions transversales aux rapports sociaux au français en contexte (post)colonial.

En partageant les réflexions qui l'ont amené à transformer ses représentations du français, Noriyuki Nishiyama pose une problématique à laquelle nous ne pouvons échapper dès lors où nous enseignons, apprenons, éprouvons le/en français. Que pouvons-nous du spectre (post)colonial inhérent à toute forme de diffusion de la langue française ? Les sentiments particulièrement inhibants de culpabilité et de responsabilité apparaissent en filigrane du présent texte :

« Responsabilité et culpabilité sont deux choses différentes. Le silence pousse à la culpabilité en l'augmentant de manière dangereuse alors que la responsabilité humanise l'Histoire, quand bien même elle fut sanguinaire et cruelle. » (Karima Lazali⁽⁶⁾ dans un entretien réalisé par Chayma Drira, 2019).

Partant de cela, Noriyuki Nishiyama participe à l'humanisation de la diffusion du français en endossant les questionnements éthiques provoqués par son accès à l'historicité de la présence française en Afrique. Le texte qu'il nous propose met en débat la nature des savoirs produits sur le français ou en français. Lesquels choisissons-nous de diffuser en même temps que nous faisons du français une expérience commune ?

(Université de Toulouse 2 – Jean Jaurès, Équipes de recherche LÉRASS & ERALO-UNC)

NOTES

- (3) Je me réfère aux publications francophones rattachées au champ de la didactique du français (voir Prasad *et al.* (dir.), 2022 pour un exemple rare) même si, fruit d'une domination objectiviste du monde scientifique, l'intégration d'analyses biographiques reste généralement peu usitée dans l'écriture scientifique.
- (4) En l'occurrence, ce qui formerait la langue-culture française versus la langue-culture japonaise.
- (5) L'idée étant que le système linguistique français serait le plus adapté aux besoins de communication en question. Or, on sait à quel point les politiques coloniales d'invalidation identitaire infiltrent de façon rampante et durable les représentations sociales des langues et communautés ainsi niées. L'une des conséquences est, par exemple, l'intériorisation de la négation de soi construite autour des dominé·e·s *par* les dominé·e·s.
- (6) « Le trauma colonial, ce passé qui ne passe pas », *Vacarme*, vol. 88, no. 3, 2019, pp. 106-117.

